

## DÉPARTEMENT DU RHÔNE / COMMUNE DE SOUCIEU-EN-JARREST

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2025-12-09/06

Nombre de conseillers en exercice	25
Quorum	13
Présents	16
Votants	19

Le neuf décembre deux-mille vingt-cinq, à vingt heures,

Le Conseil Municipal de la commune de Soucieu-en-Jarrest (Rhône) étant réuni en session ordinaire au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Arnaud SAVOIE, Maire.

Présents	Arnaud SAVOIE, Gérard MAGNET, Nicolas TRICCA, Sylvie BROYER, Sylviane LAFONT, Frédéric LOGEZ, Anne-Sophie DEVAUX, Isabelle BRAILLON, Magali BACLE, Stéphane PITOUT, Laurence CHIRAT, Mélanie BRENIER, Daniel ABAD, Bernard CHATAIN, Marie-France PILLOT, Marie-Claude PHILIPPE.
Absents excusés	David ZÉRATHE, Véronique AVENAS, Malo TRICCA, Mélanie TRAVIER, Monique TALEB, Brice DEVIF.
Pouvoirs	Etienne FLEURY donne pouvoir à Arnaud SAVOIE, Marie-Pierre DUPRÉ-LA-TOUR donne pouvoir à Daniel ABAD, Catherine CERRO donne pouvoir à Marie-France PILLOT.
Secrétaire	Nicolas TRICCA

## MODE DE CALCUL POUR L'ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX ECOLES

Sylvie BROYER, Adjointe au Maire au Périscolaire, Enfance, Affaire Scolaire, Affaire sociale, CCAS, expose :

La commission scolaire soucieuse de soutenir au mieux le développement des projets au sein des écoles de la commune, souhaite encadrer strictement les sommes allouées.

La commission scolaire propose au Conseil Municipal l'élaboration d'un nouveau mode de calcul pour l'attribution des subventions aux associations de l'Amicale Laïque des écoles publiques Les Chadrillons et de l'APEL Saint Julien.

Il est proposé le mode de calcul pour le versement de subvention aux projets des écoles à partir de janvier 2026 comme suit :

- Un forfait de 25€/élève conformément au nombre d'élèves inscrits le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année scolaire,
- Les enfants devront être scolarisés au sein des écoles publiques ou privée de la commune sans distinction de résidence,
- Tout projet nécessitant une participation financière communale allant au-delà 1000€ devra justifier d'une part de financement autre (exemple : subvention, action d'autofinancement) à hauteur minimum de 25% afin que la demande de subvention puisse être recevable.

La commission scolaire précise que l'attribution de subventions est conditionnée à la complétude du dossier de demande et à la production des pièces justificatives demandées par la ville.

L'Amicale Laïque bénéficiera d'une enveloppe complémentaire via l'attribution d'une subvention de fonctionnement. La commission scolaire propose le mode de calcul pour le versement de cette subvention au fonctionnement de l'Amicale Laïque de la manière suivante :

- Un forfait de 5€ par élève conformément au nombre d'élèves inscrits le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année scolaire.

Envoyé en préfecture le 11/12/2025

Reçu en préfecture le 11/12/2025

Publié le

ID : 069-216901769-20251209-DE20251209\_06-DE



Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,

DÉCIDE d'approuver l'application de l'ensemble de ces nouvelles dispositions de mode de calcul pour le versement des subventions aux écoles,  
DIT que les crédits sont inscrits au compte 65748 du budget primitif communal,  
AUTORISE Monsieur le Maire à prendre l'ensemble des mesures administratives et comptables s'y rapportant.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.

Nicolas TRICCA,  
Secrétaire

Arnaud SAVOIE,  
Maire

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte :

Convocation du Conseil Municipal le 03/12/2025

Dépôt en Préfecture le 11 DEC. 2025

Publication le 15 DEC. 2025

Arnaud SAVOIE,  
Maire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon, sis 184 Rue Duguesclin 69003 Lyon ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa publication.